



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

ARRÊTÉ

Portant décision après examen au cas par cas
de la demande enregistrée sous le numéro F02423P0009
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

La Préfète de la région Centre-Val de Loire
Chevalier de la Légion d'honneur

VU la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

VU l'arrêté préfectoral n°23-010 du 18 janvier 2023 portant délégation de signature de la préfète de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Hervé BRULÉ, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-143-0002 du 23 mai 2011, relatif à la dérivation des eaux et aux périmètres de protection du captage ;

VU la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02423P0009 relative à la demande de modification du débit de prélèvement du forage « Chambon » déjà existant sur la commune de Chabris (36), reçue le 18 janvier 2023 ;

VU la décision tacite, née le 22 février 2023, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;

VU l'avis de l'agence régionale de santé du 21 février 2023 ;

CONSIDÉRANT que le projet a pour objet de modifier les conditions d'exploitation du forage « Chambon », existant et situé sur le territoire de la commune de Chabris (36), en augmentant le volume annuel prélevé de 100 000 m³ (passage de 200 000 m³/an à 300 000 m³/an), tout en conservant un volume prélevé horaire de 70 m³ ; que le prélèvement s'effectue dans la nappe des sables du Cénomaniens ;

CONSIDÉRANT que le projet a vocation à palier les baisses de production d'eau potables enregistrées sur les autres forages du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable (SIAEP) de Bazelle et ainsi assurer la sécurisation globale de l'alimentation en eau potable des communes adhérentes ;

CONSIDÉRANT que le projet relève de la rubrique 17 du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet est localisé hors de tout zonage d'inventaire ou de protection concernant la biodiversité, néanmoins, il est situé respectivement à 1 et 2 km de deux sites Natura 2000 : le FR2410023 (plateau de Chabris / la chapelle Montmartin) et le FR2402001 (la Sologne) ;

CONSIDÉRANT que le projet fera l'objet d'une procédure au titre de la Loi sur l'eau, laquelle permettra d'assurer la prise en compte des incidences potentielles sur la ressource en eau et les milieux aquatiques ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au pétitionnaire de prendre toutes les mesures nécessaires durant d'éventuels travaux, nécessaires aux nouvelles conditions d'exploitation, afin de prévenir un éventuel risque de pollution ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas de nature à avoir d'autres incidences notables sur l'environnement et la santé humaine que celles qui seront examinées dans le cadre de la procédure susmentionnée,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : La décision tacite, née le 22 février 2023, soumettant à évaluation environnementale la demande de modification du débit de prélèvement du forage « Chambon » déjà existant sur la commune de Chabris (36) est annulée.

ARTICLE 2 : La demande de modification du débit de prélèvement du forage « Chambon » déjà existant sur la commune de Chabris (36) n'est pas soumise à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

ARTICLE 4 : Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le
Pour la Préfète de la région
Centre-Val de Loire et par délégation,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à : **Mme. la Préfète de la région Centre-Val de Loire**
Secrétariat général pour les affaires régionales
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;

Le recours administratif préalable obligatoire (RAPO) doit être adressé : **au(x) ministre(s) concerné(s)** ;

Le recours contentieux doit être adressé au : **Tribunal administratif**
2, cours Bugeaud CS 40410
87000 LIMOGES

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet :
www.telerecours.fr